



Cellule d'analyse européenne

PAQUET «CONFORMITÉ»

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

**Plan d'action pour le renforcement de SOLVIT: faire profiter les citoyens et les entreprises des avantages du marché unique
COM(2017)255**

**Proposition de règlement instituant un portail numérique unique
COM(2017)256**

**Proposition de règlement concernant l'outil d'information sur le marché unique
COM(2017)257**

Résumé : Le paquet « conformité » proposé par la Commission européenne vise à améliorer le fonctionnement du marché intérieur. Ce paquet prévoit de créer des instruments pour améliorer l'accessibilité du marché au profit des citoyens et des entreprises, lever les obstacles entravant le fonctionnement du marché intérieur et réaliser un marché unique approfondi et plus équitable. **Le délai accordé pour la formulation d'un avis de subsidiarité sur la proposition de règlement COM(2017)257 expirera le 18 juillet 2017.**

1. Contexte

Dans sa «stratégie pour le marché unique» (COM(2015) 550), la Commission Juncker s'est engagée à réaliser un marché unique approfondi et plus équitable.

Dans ce paquet « conformité », la Commission européenne présente les trois initiatives qu'elle avait déjà annoncées dans le troisième rapport sur la citoyenneté de l'UE (COM(2017)30), c'est-à-dire le plan d'action Solvit, la proposition instituant un portail numérique unique et le portail numérique destiné aux citoyens de l'Union européenne pour l'habitat ou le travail transfrontaliers.

2. Contenu

Les lignes de force du paquet peuvent être résumées comme suit :

	Contenu	Commentaire
1	Objectif	Le paquet “conformité” vise à améliorer le fonctionnement du marché intérieur. Ce paquet prévoit des instruments qui rendent le marché plus accessible aux citoyens et aux entreprises, permettent d’éviter les entraves au fonctionnement du marché intérieur et favorisent un marché unique approfondi et plus équitable.
2	Plan d’action SOLVIT COM(2017)255	SOLVIT est un réseau actif dans le domaine du marché intérieur qui vise à offrir une solution pragmatique aux problèmes auxquels sont confrontés les citoyens et les entreprises lorsqu’il s’avère qu’une instance publique a peut-être appliqué le droit de l’UE de manière incorrecte. SOLVIT est opérationnel depuis le 22 juillet 2002. Le Centre SOLVIT Belgique, qui relève du SPF Affaires étrangères, a reçu un peu plus de 600 plaintes entre 2002 et 2016. Le plan d’action de la Commission européenne vise à renforcer SOLVIT en prévoyant des délais qui doivent être respectés tant au niveau de l’UE qu’au sein des États membres. Ce plan doit renforcer le rôle de SOLVIT dans le contrôle de l’application du droit de l’UE.
3	Proposition de règlement relative à l’instauration d’un portail numérique unique COM(2017)256	Cette proposition de règlement prévoit un portail numérique unique, l’objectif étant de permettre aux citoyens et aux entreprises d’accéder facilement en ligne aux informations et aux services de résolution des problèmes, ainsi qu’à certaines procédures administratives transfrontières. La procédure administrative disponible dans un État membre devra également l’être pour les habitants d’un autre État membre dans au moins une langue supplémentaire de l’UE. Treize procédures administratives seront accessibles en ligne (certificat de naissance, enregistrement de véhicule, lancement d’une entreprise, enregistrement à la sécurité sociale, ...). Le principe “<i>once only</i>” est d’application, ce qui signifie que les données pertinentes dont disposent les instances nationales seront à nouveau utilisées dans les procédures administratives transfrontières.
4	<i>Single Market Information Tool</i> COM(2017)257	Les principes du marché intérieur ne peuvent s’appliquer pleinement que s’ils sont utilisés correctement au sein de l’UE. Grâce au <i>Single Market Information Tool</i>, la Commission européenne pourra examiner de manière ciblée certaines données comme la structure des coûts, la politique des prix ou le nombre de biens vendus dans des dossiers dans lesquels de graves difficultés ont été constatées au niveau de l’application des règles du marché intérieur de l’UE. Des amendes et des astreintes sont prévues lorsqu’un participant fournit des informations inexactes ou trompeuses à la Commission européenne.

3. Cadre juridique européen

Le fondement légal de la proposition de règlement concernant le « portail numérique unique » lui est conféré par l'article 21 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui permet d'arrêter des dispositions visant à faciliter l'exercice des droits que le traité confère aux citoyens de l'Union.

Le fondement légal de la proposition de règlement concernant « l'outil d'information sur le marché unique » lui est principalement conféré par les articles 114 et 337 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

L'article 114 du TFUE prévoit la prise de mesures ayant pour objet le fonctionnement du marché intérieur, et son article 337 autorise la Commission à recueillir des informations pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

4. Cadre juridique interne belge

Si les propositions de règlement sont approuvées, ces mesures s'inséreront directement dans l'ordre juridique interne sans devoir être transposées en droit belge.

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre

- Commission de l'Intérieur (aspects « Solvit » et portail numérique unique) ;
- Commission de l'Économie (aspect « outil d'information sur le marché unique ») ;
- Comité d'avis fédéral pour les questions européennes

6. Subsidiarité et proportionnalité

Le délai accordé pour formuler un avis de subsidiarité sur la proposition de règlement COM(2017)257 expire le 18 juillet 2017.

La date limite n'est pas encore connue pour la proposition de règlement COM(2017)256 car celle-ci n'a pas encore été traduite dans toutes les langues officielles.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), les parlements nationaux peuvent adresser des observations à la Commission européenne. Cette procédure n'est assortie d'aucun délai.

Projet d'avis de subsidiarité et de proportionnalité

- subsidiarité

Ce paquet prévoit des mesures qui concrétisent la citoyenneté européenne. Les traités européens confèrent des droits à tous les citoyens de l'Union européenne, qu'ils soient économiquement actifs ou non. Ces droits étant inscrits dans le Traité de Lisbonne et dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il est logique qu'une initiative européenne vise à permettre leur exercice.

Le « portail numérique unique » vise à lever des obstacles que les citoyens de l'Union européenne rencontrent pour exercer leurs droits sur le plan transfrontalier.

Seule une initiative européenne permettra à la Commission européenne de disposer de la latitude nécessaire pour obtenir des informations sur le marché, grâce à l'outil d'information sur le marché unique, en vue de la protection du marché intérieur.

- *proportionnalité*

L'intervention européenne ne semble pas excéder les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs poursuivis.

SOLVIT permet de mieux informer les citoyens sur les personnes à qui ils peuvent adresser leurs plaintes, et leur offre de meilleures garanties sur le plan procédural.

La proposition de règlement sur le portail numérique unique garantit l'assouplissement des formalités administratives que doivent accomplir les citoyens de l'Union européenne et les entreprises en matière d'habitat ou d'emploi transfrontaliers.

La proposition de règlement sur l'outil d'information sur le marché unique garantit la cohérence de l'application des règles du marché intérieur. Cet outil n'est mis en œuvre qu'en cas de problème grave sur le plan de l'application des règles du marché intérieur de l'Union européenne.

Pour en savoir plus :

- **Plan d'action SOLVIT COM(2017)255:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170255.do>

- **Proposition de règlement concernant le portail numérique unique :**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170256.do#dossier-COD20170086>

- **Proposition de règlement concernant l'outil d'information sur le marché unique**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170257.do>

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPEENNE – règlement – coopération administrative – citoyens – droit civil – transmission de données – fourniture de document – citoyenneté européenne – biens et services – information – technologie de l'information – diffusion de l'information – document officiel – entreprise
-----------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

NALEVINGSPAKKET

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Actieplan ter versterking van Solvit: de voordelen van de eengemaakte markt bereikbaar maken voor burgers en bedrijven

COM(2017)255

Voorstel van Verordening voor één digitale toegangspoort

COM(2017)256

Voorstel van Verordening betreffende de Single Market Information Tool

COM(2017)257

Samenvatting: Het “nalevingspakket”, dat de Europese Commissie hier voorstelt, beoogt een betere werking van de interne markt. Het pakket voorziet in instrumenten die de markt toegankelijker maken voor burgers en ondernemingen, de obstakels van de werking van de interne markt voorkomen en leiden tot een diepere en eerlijkere eengemaakte markt. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de ontwerpverordening COM(2017)257 te formuleren, verstrijkt op 18 juli 2017.**

1. Context

De Commissie Juncker heeft in haar “strategie voor de eengemaakte markt” (COM(2015) 550) aangegeven dat zij tot een diepere en eerlijkere eengemaakte markt wil komen.

De Europese Commissie stelt met dit “nalevingspakket” de drie initiatieven voor die zij al had aangekondigd in het derde verslag “EU-burgerschap” (COM(2017)30, met name het Solvit-actieplan, het voorstel voor één digitale toegangspoort en de digitale toegangspoort ten behoeve van grensoverschrijdend wonen of werken van EU-burgers.

2. Inhoud

De krachtlijnen van het pakket kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Doel	Het “nalevingspakket” beoogt een betere werking van de interne markt. Het pakket voorziet in instrumenten die de markt toegankelijker maken voor burgers en ondernemingen, de obstakels van de werking van de interne markt voorkomen en leiden tot een diepere en eerlijkere eengemaakte markt.
2	Actieplan SOLVIT COM(2017)255	SOLVIT is een netwerk inzake de interne markt, dat werd opgericht om een pragmatische oplossing aan te reiken voor de problemen waarmee de burgers en de ondernemingen worden geconfronteerd als een overheidsinstantie EU-recht mogelijk verkeerd heeft toegepast. SOLVIT is operationeel sinds 22 juli 2002. Tussen 2002 en 2016 bereikten iets meer dan 600 klachten het SOLVIT-Centrum België dat behoort tot de FOD Buitenlandse Zaken. Met dit actieplan wenst de Europese Commissie Solvit te versterken met termijnen die zowel op het niveau van de EU als in de lidstaten moeten worden gerealiseerd. Het plan moet de rol van Solvit bij de handhaving van EU-recht versterken.
3	Voorstel van Verordening voor één digitale toegangspoort COM(2017)256	Deze ontwerpverordening voorziet één digitale toegangspoort. De burgers en ondernemingen zullen hierdoor gemakkelijk online toegang krijgen tot informatie en probleemoplossende diensten. Ze zullen hierdoor tevens online grensoverschrijdende administratieve procedures kunnen vervullen. De in een lidstaat beschikbare administratieve procedure zal voor inwoners van de andere lidstaat ook beschikbaar moeten zijn in minstens 1 extra taal van de EU. 13 administratieve procedures worden online toegankelijk gemaakt (geboortecertificaat, registratie wagen, opstart bedrijf, registratie sociale zekerheid...). Het “once only” beginsel is van toepassing, d.w.z. dat relevante data waarover de nationale instanties beschikken opnieuw worden gebruikt bij grensoverschrijdende administratieve procedures.
4	Single Market Information Tool COM(2017)257	De beginselen van de interne markt kunnen slechts ten volle gelden als ze op correcte wijze worden toegepast in de EU. De Europese Commissie zal door middel van de Single Market Information Tool op gerichte wijze kunnen peilen naar gegevens zoals de kostenstructuur, het prijsbeleid of het aantal verkochte goederen in zaken waar ernstige moeilijkheden zijn vastgesteld aangaande de toepassing van de EU-interne marktregels. Er worden geldboeten en dwangsommen voorzien als een respondent onjuiste of misleidende informatie verstrekt aan de Europese Commissie.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsgrond van de ontwerpverordening betreffende de “unieke digitale toegangspoort” is artikel 21 Verdrag betreffende de werking van de EU (VWEU), dat de bevoegdheid verleent om regels aan te nemen die de uitoefening van rechten vergemakkelijkt die de burgers van de Unie aan het verdrag ontleen.

De rechtsgrond van de ontwerpverordening betreffende de “Single Market Information Tool” is voornamelijk artikel 114 en artikel 337 Verdrag betreffende de werking van de EU (VWEU).

Art. 114 VWEU voorziet de vaststelling van maatregelen voor de werking van de interne markt. Art. 337 VWEU geeft de Commissie de bevoegdheid om gegevens te verzamelen voor de vervulling van de haar toevertrouwde taken.

4. Belgisch internrechtelijk kader:

Als de ontwerpverordeningen worden goedgekeurd, zijn deze maatregelen rechtsreeks van toepassing in de interne rechtsorde zonder dat een omzetting in het Belgisch recht nodig is.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Binnenlandse Zaken (aspect “Solvit” en unieke digitale toegangspoort);
- Commissie Bedrijfsleven (aspect “Single Market Information Tool”);
- Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Subsidiariteit en proportionaliteit:

De termijn om een subsidiariteitsadvies over ontwerpverordening COM(2017)257 te formuleren, verstrijkt op 18 juli 2017.

Voor ontwerpverordening COM(2017)256 is de deadline voorlopig nog niet bekend omdat het voorstel nog niet in alle officiële talen van de EU is vertaald.

De nationale parlementen kunnen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- *betreffende de subsidiariteit:*

Het pakket bevat maatregelen die het EU-burgerschap nader vorm geven. De Europese verdragen kennen rechten toe aan alle EU-burgers, ongeacht of zij economisch actief zijn of niet. Omdat deze burgerrechten verankerd zijn in het Verdrag van Lissabon en het EU-handvest van de grondrechten, is het logisch dat een Europees initiatief de uitoefening van deze rechten mogelijk maakt.

De “unieke digitale toegangspoort” biedt een antwoord op obstakels die de burgers in de Europese Unie ervaren bij het uitoefenen van hun burgerrechten in een grensoverschrijdende context.

Enkel via een Europees initiatief kan de Europese Commissie de nodige armslag krijgen om via de “Single Market Information Tool” marktinformatie te bekomen ter bescherming van de interne markt.

- *betreffende de proportionaliteit:*

Het Europees optreden lijkt niet verder te gaan dan nodig is voor het bereiken van de nagestreefde doelstellingen.

Met SOLVIT worden burgers beter geïnformeerd tot wie ze zich kunnen wenden ingeval van klachten en krijgen ze betere procedurele waarborgen.

De ontwerpverordening betreffende de digitale toegangspoort garandeert een versoepeling van administratieve formaliteiten die te maken hebben met het grensoverschrijdend wonen of werken van EU-burgers en ondernemingen.

De ontwerpverordening betreffende de “Single Market Information Tool” garandeert de coherente handhaving van de interne marktregels en wordt pas ingezet bij ernstige problemen aangaande de toepassing van de EU-interne marktregels.

Om meer te weten:

- **Actieplan SOLVIT COM(2017)255:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170255.do>

- **Voorstel van Verordening voor één digitale toegangspoort**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170256.do#dossier-COD20170086>

- **Voorstel van Verordening voor de Single Market Information Tool**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170257.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – verordening - administratieve samenwerking - burger - burgerlijk recht - datatransmissie - documentverschaffing - Europees staatsburgerschap – goederen en diensten – informatie – informatietechnologie – informatieverbreiding - officieel document – onderneming
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be